

ALPHABÉTISATION

JOURNÉE INTERNATIONALE DE L'ALPHABÉTISATION



Diane Mockle a imaginé une **collection** pour les faibles lecteurs

Page 2



Les aînés exclus de l'enquête sur les **compétences des adultes**

Page 3



Une **bande dessinée** pour comprendre l'analphabétisme

Page 5

CAHIER THÉMATIQUE G > LE DEVOIR, LES SAMEDI 7 ET DIMANCHE 8 SEPTEMBRE 2013

ÉDUCATION

La réforme de l'enseignement produit-elle des analphabètes ?

Le président de la FAE dénonce les orientations imposées par le ministère

« Reconnaissons d'abord qu'on a un problème, un problème d'alphabétisation, déclare Sylvain Mallette, président de la Fédération autonome de l'enseignement (FAE). Lorsqu'on dit que, au Québec, il y a une personne sur deux qui éprouve de grandes difficultés de lecture et d'écriture, il y a là un problème! Cela veut aussi dire qu'il y a un million de Québécois qui éprouvent par conséquent des difficultés avec la vie en société. » Triste constat en cette veille de la Journée internationale de l'alphabétisation.

CLAUDE LAFLEUR

À la tête d'un syndicat créé il y a six ans afin de répondre aux aspirations spécifiques des professeurs, Sylvain Mallette a enseigné l'histoire durant 22 ans. « Comme prof, j'ai observé que les élèves sont de plus en plus capables d'utiliser des outils pour aller chercher de l'information, mais que, en même temps, ils sont moins capables de comprendre le sens des mots », dit-il. Le plus souvent, il devait prendre du temps avec eux afin de leur faire comprendre ce qu'une phrase signifie. « Ça, comme prof, nous le constatons beaucoup », insiste-t-il. Il constate donc aisément que les élèves d'aujourd'hui éprouvent davantage de difficulté à comprendre ce qu'ils lisent que ceux d'autrefois.

Étonnement aussi devant le fait que ses collègues, comme lui, constatent un rajeunissement de la clientèle qui fréquente l'éducation des adultes. « On y retrouve de plus en plus de jeunes âgés de 16 ans, indique M. Mallette, ce qui est sans doute le signe de quelque chose... Comment se fait-il que de plus en plus de jeunes se retrouvent à l'éducation des adultes ? »

La faute de la réforme ?

Sylvain Mallette s'empresse d'ajouter qu'il ne jette pas la pierre à ses collègues qui enseignent le français, « mais au fait que nous avons un problème avec ce programme ».

« Ça fait des années qu'on dit que le programme de français doit être réorienté vers l'acquisition des connaissances de base, poursuit M. Mallette, depuis une vingtaine d'années, nous sommes dans une approche orale: l'élève apprend à s'exprimer. Mais c'est bien beau d'apprendre à communiquer oralement, encore faut-il qu'on puisse le faire dans une langue intelligible et compréhensible! Et là, on est au cœur même du programme de la réforme. »

De fait, les enseignantes et enseignants membres de la FAE dénoncent vertement le fait que, à l'école, on a abandonné l'acquisition des connaissances au profit de celle des compétences. « On n'est pas dans une approche équilibrée où on dirait qu'il faut d'abord acquérir des connaissances de base pour ensuite maîtriser la langue, illustre M. Mallette. C'est donc un problème plus large que pose carrément le programme que nous nous sommes donné, en fin de compte, la réforme qu'on impose depuis quinze ans. »

Le président de la Fédération autonome de l'enseignement observe à présent que « ce chambardement » se répercute au cégep. « Le ministère de l'Éducation nous dit que les cégeps constatent



Les membres de la Fédération autonome de l'enseignement dénoncent vertement le fait que, à l'école, on a abandonné l'acquisition des connaissances au profit de celle des compétences. JACQUES GRENIER LE DEVOIR

une augmentation du nombre d'étudiants qui présentent des difficultés d'apprentissage, dit-il. Pour sa part, l'an dernier, la Fédération des cégeps a rapporté une explosion du nombre de cas d'étudiants qui présentent des difficultés d'apprentissage. Et nous, nous disons que ce n'est pas au moment où ils passent de la 5^e secondaire à la première année du cégep que ces étudiants développent des difficultés d'apprentissage! C'est dire que le système actuel — dont on nous promettait qu'il donnerait de bien meilleurs résultats — n'a pas répondu à leurs besoins. »

Sylvain Mallette fait en outre valoir que les cégeps sont maintenant contraints d'abaisser leurs critères d'admission, sans quoi ils priveraient un grand nombre d'élèves de l'accès à un enseignement supérieur. « On a chambardé le programme des écoles publiques depuis quinze ans et là on se rend compte qu'on est obligé d'abaisser les critères d'admissibilité, parce que, autrement, on fermerait la porte du cégep à un plus grand nombre d'élèves », dit-il, ahuri.

Faire confiance aux profs

C'est pourquoi, énonce M. Mallette, il nous faut d'abord faire le constat de la situation afin d'admettre qu'on a un sérieux problème. « Il faut prendre un temps d'arrêt pour se dire: voici ce qu'est devenue l'école publique quinze ans après le chambardement qu'on nous a imposé », préconise-t-il.

Et, pour la FAE, il ne fait aucun doute que la réforme est un échec. « Mais, malheureusement, on refuse de se dire qu'on s'est trompé! », dénonce le président.

Il admet toutefois sans réserve qu'on ne peut pas retourner en arrière. « Il ne s'agit pas de revenir aux anciens programmes, mais de réintroduire la notion de connaissances dans les programmes, dit-il. Il faut que, à l'école, on transmette les connaissances — oui, des compétences, des savoir-faire et des savoir-être —, mais les programmes doivent s'appuyer sur les connaissances! »

Surtout, poursuit-il, les enseignants doivent se retrouver au cœur du questionnement et de la démarche qui s'ensuivra. « Nous, nous affirmons que les enseignantes et les enseignants sont les premiers experts de la pédagogie — pas les seuls, mais les premiers — puisque nous sommes au quotidien avec les élèves. Nous ne possédons pas une expertise théorique, mais bien une expertise réelle. On devrait donc s'appuyer sur notre expertise, plutôt que sur celle des théoriciens qui n'ont — et je ne suis pas gêné de le dire — aucune connaissance de la classe », déclare Sylvain Mallette.

C'est pourquoi la priorité de la FAE est justement de réappropriation l'autonomie professionnelle pour les enseignants. « Depuis une quinzaine d'années, on ne reconnaît plus l'expertise des profs, explique le président de la Fédération. Quantité de personnes qui n'ont jamais enseigné disent aux profs comment faire leur travail... ce qui est inacceptable! »

Enfin, la FAE recommande d'abandonner la réforme au niveau de l'éducation des adultes. « Ce qu'on a fait au niveau de l'école primaire et secondaire, le ministère s'apprête à le faire dans la formation générale des adultes, déclare Sylvain Mallette. Imaginez les conséquences! »

Collaborateur
Le Devoir

« Et nous, nous disons que ce n'est pas au moment où ils passent de la 5^e secondaire à la première année du cégep que ces étudiants développent des difficultés d'apprentissage! C'est dire que le système actuel — dont on nous promettait qu'il donnerait de bien meilleurs résultats — n'a pas répondu à leurs besoins. »

ABCDEF
GHIJK
LMNOP
QRSTU
VWXYZ

L'ACCÈS À LA FORMATION DE BASE

Une question d'équité et de solidarité sociale

À LA FTQ,
ON S'EN OCCUPE !

FTQ
Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec

ALPHABÉTISATION

FONDATION POUR L'ALPHABÉTISATION

De simples mots

Une nouvelle collection littéraire est conçue pour intéresser les faibles lecteurs

D'après les plus récentes données de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), près de 49% des Québécois âgés de 16 à 65 ans sont de faibles lecteurs, soit des gens dont les compétences en lecture ne leur suffisent pas pour faire face aux exigences de l'actuelle société du savoir. Si, dans plusieurs pays de l'anglophonie et de la Scandinavie, des collections de livres ont été développées pour répondre aux besoins spécifiques de ces lecteurs, dans la francophonie, elles sont pratiquement inexistantes. Diane Mockle, directrice générale de la Fondation pour l'alphabétisation, entend bien remédier à la situation.

ÉMILIE CORRIVEAU

Depuis 1989, la Fondation pour l'alphabétisation déploie de considérables efforts pour encourager la lecture et briser les tabous entourant l'analphabétisme. Alors que, sur plusieurs plans, elle note une certaine amélioration, elle remarque aussi que, au cours des dernières années, peu de mesures concrètes ont été prises pour susciter l'amour de la lecture chez les faibles lecteurs.

«*Tout le monde constate qu'il y a un problème, avance M^{me} Mockle. On le dit, on l'écrit. Mais on ne sent pas véritablement un mouvement de promotion de la lecture qui nous amène à modifier notre façon d'envisager la lecture. Pour l'instant, tout ce qu'on a à offrir aux faibles lecteurs, c'est de la formation, et l'avenue de la formation, ça fonctionne pour certains, mais, en ce qui concerne tous ceux pour qui ce n'est pas le cas, il faut trouver d'autres solutions de rechange!*»

État des lieux

Comme le souligne la directrice de la Fondation, au Québec, outre la formation, peu de services particuliers s'offrent aux faibles lecteurs. Or inculquer le plaisir de lire, par le biais d'une formation scolaire, à des gens dont le passage sur les bancs d'école s'est souvent avéré désagréable n'est pas toujours la plus efficace des solutions de rechange.

«*C'est compréhensible! Lorsque toutes nos expériences de lecture sont liées à des contraintes —*

le choix du livre, le compte rendu de lecture, l'examen — c'est difficile d'y trouver un plaisir», note M^{me} Mockle.

Préoccupée par la problématique et espérant trouver quelques titres que la Fondation pour l'alphabétisation pourrait proposer aux faibles lecteurs, M^{me} Mockle est partie à la rencontre des bibliothécaires québécois. Croyant trouver certaines solutions de rechange intéressantes dans les collections «*Pour tous*», elle est rentrée plutôt déçue de sa tournée.

«*Tous les bibliothécaires m'ont dit que les collections dites "Pour tous" étaient d'une pauvreté navrante, qu'au Québec il n'existait pas vraiment d'œuvres littéraires en écriture simple dont le propos s'adresse à des adultes. Et c'est ce que j'ai constaté. La majorité des livres qui constituent cette collection sont essentiellement à caractère informatif, exception faite de quelques titres destinés aux adolescents et pour la plupart issus de La Courte Échelle. Ces livres-là ne tiennent pas compte des préoccupations adultes.*»

Pour compléter ses recherches, M^{me} Mockle s'est informée de ce qui se faisait ailleurs dans le monde en matière de littérature pour faibles lecteurs. Elle a découvert que des collections particulières existaient dans la vaste majorité des pays de l'anglophonie et qu'il en existait également en Scandinavie, mais qu'il n'en existait nulle part en francophonie.

Une collection en écriture simple

À la suite de ce constat, la directrice de la



MARTINE DOUCET

Diane Mockle, présidente de la Fondation pour l'alphabétisation, veut sensibiliser les auteurs aux besoins des faibles lecteurs.

Fondation pour l'alphabétisation s'est mise à imaginer une collection comprenant des titres dont le langage serait approprié pour les compétences en lecture des faibles lecteurs, ce qui leur permettrait non pas d'apprivoiser la lecture à travers un contexte de formation, mais bien de découvrir le plaisir de lire grâce aux romans.

Cette collection serait éditée par la Fondation, ce qui lui permettrait de bénéficier des profits engendrés par la vente des volumes et

de les réinvestir dans ses activités. «*En tant qu'organisme à but non lucratif, nous sommes constamment à la recherche de financement. Cette possibilité pourrait devenir un levier financier important pour développer des actions de sensibilisation en lien avec le rehaussement des compétences en littératie des Québécois.*»

Si, depuis qu'elle a partagé cette idée avec différents acteurs du milieu — libraires, bibliothécaires, distributeurs — qui y voient une occasion de rejoindre une nouvelle clientèle, plusieurs se sont montrés emballés par l'entreprise, M^{me} Mockle indique avoir perçu une certaine réticence du côté des auteurs.

«*Je crois que ça s'explique d'abord parce qu'il s'agit d'un défi important. Comme il n'y a pas de référence, c'est plus complexe. De plus, plutôt que d'envisager cette façon d'écrire comme une forme littéraire qui n'a pas encore été exploitée, plusieurs auteurs y voient une sous-écriture. A mon sens, c'est plutôt un genre littéraire différent s'adressant à un public particulier qui ne serait pas rejoint autrement*», précise la directrice de la Fondation.

Malgré tout, M^{me} Mockle n'entend pas baisser les bras. Au cours des prochains mois, elle entrevoit approcher d'autres auteurs et, si nécessaire, les sensibiliser un par un aux besoins des faibles lecteurs. «*Je dis toujours que, autant que je peux constater que je respire et que mon cœur bat, cette collection naîtra! Ça prendra le temps que ça prendra, mais ça va arriver parce que je sais qu'il y a là un besoin*», assure-t-elle.

La Fondation célébrant son 25^e anniversaire en 2014, M^{me} Mockle aurait souhaité profiter de la tenue du prochain Salon du livre de Montréal pour procéder au lancement des premiers titres de la collection. Vu l'ampleur de l'organisation qu'une telle entreprise nécessite, il est plus réaliste de croire que la collection va plutôt voir le jour en 2015.

Collaboratrice
Le Devoir

Francisation et alphabétisation vont souvent de pair

La Commission scolaire Marguerite-Bourgeoys (CSMB) offre des formations en alphabétisation s'adressant à des clientèles particulières. Elle a aussi intégré à certaines de ses formations de base en alphabétisation des éléments moins formels mais plus rassembleurs. Et ce n'est pas tout: que fait-on pour mieux préparer les intervenants?

PIERRE VALLÉE

Fait surprenant, l'une des formations données à la Commission scolaire Marguerite-Bourgeoys ne s'adresse pas à des personnes analphabètes. «*C'est une formation qui est conçue pour des intervenants qui proviennent du secteur communautaire ou du secteur public, par exemple un CLSC, et qui ont parmi leur clientèle des personnes analphabètes*», explique Sylvie Roy,

conseillère pédagogique aux Services d'accueil, de référence, de conseil et d'accompagnement (SARCA) de la CSMB.

Mise en place il y a quatre ans, cette formation d'une journée a permis de former à ce jour 120 intervenants. «*Cette formation vise plusieurs objectifs. En premier lieu, elle sert à sensibiliser les intervenants au problème de l'analphabétisme et à leur permettre d'en saisir l'ampleur. Ensuite, elle sert à outiller*

les intervenants afin qu'ils puissent mieux reconnaître les personnes ayant des difficultés de lecture et d'écriture, d'une part, et afin de leur donner des moyens de communication simples qui leur permettront de communiquer plus efficacement avec ces mêmes personnes, d'autre part. La formation permet aussi de faire connaître aux intervenants les ressources disponibles en alphabétisation, au cas où ils voudraient y diriger des personnes. On leur explique même comment s'y prendre pour encourager une personne à s'inscrire à une formation en alphabétisation.»

Intégrer des activités à la formation

La CSMB a aussi fait preuve d'innovation en intégrant des ateliers pratiques à certaines de ses formations en alphabétisation. Pour le moment, seul le Centre d'éducation des adultes Champlain offre cette approche. «*C'est l'équipe des enseignants du Centre d'éducation des adultes Champlain qui a développé et mis en place cette approche. Cela a débuté par un atelier de couture, parce qu'une des enseignantes était une excellente couturière. Ces ateliers reflètent évidemment les intérêts des enseignants qui les donnent. On a eu des ateliers en arts plastiques, et aujourd'hui c'est un atelier en cuisine.*»

Ces ateliers, qu'on nomme aussi «*activités brise-glace ou rassembleuses*», sont intégrés aux 30 heures de formation en alphabétisation. «*C'est une activité qui complète ce qui se fait en classe. Elle permet aux participants de mettre en applica-*

tion pratique ce qu'ils viennent d'apprendre. Elle a aussi l'avantage de développer l'esprit d'équipe et aide à soutenir la motivation. Cela permet aussi de s'éloigner du cadre strict du système scolaire. Par exemple, les produits de l'atelier de cuisine sont mis en vente et le personnel de la CSMB peut se les procurer. C'est une preuve qu'on peut être imaginatif même au sein d'une commission scolaire.»

L'alpha-francisation

La CSMB offre depuis trois ans une nouvelle formation, l'alpha-francisation, qui s'adresse aux personnes immigrantes peu ou pas scolarisées dans leur propre langue. «*Nous avons mis en place cette formation pour répondre à ce nouveau problème. Il s'agit d'une formation à cheval entre deux programmes, soit celui de la francisation et celui de l'alphabétisation. Les personnes immigrantes peu ou pas scolarisées dans leur propre langue échouent très souvent lors de leur formation en francisation. Et on ne peut pas les inscrire en alphabétisation parce qu'elles ne parlent pas le français.*»

Que faire alors? «*C'est pour quoi nous avons développé ce programme maison, qui emprunte certains éléments à l'alphabétisation et d'autres à la francisation. Cette formation est vraiment conçue pour cette clientèle particulière. Il faut comprendre que ces personnes immigrantes peu ou pas scolarisées dans leur propre langue n'ont pas d'habitudes scolaires, certaines ne savent même pas*



JACQUES GRENIER LE DEVOIR

La CSMB a intégré dans ses formations en alphabétisation des ateliers pratiques, comme des ateliers en arts plastiques.

comment manier un crayon. Il faut donc partir à la base. On commence par: "Bonjour, je m'appelle..." C'est une formation qui s'appuie beaucoup sur l'oral, et le rythme d'apprentissage est beaucoup plus lent que la formation régulière.»

Cette formation en alpha-francisation est uniquement disponible au Centre d'éducation des adultes Champlain. Les participants à cette formation profitent aussi de l'offre d'ateliers du Centre Champlain. On compte chaque année trente participants divisés en deux classes.

L'alphabétisation régulière

La CSMB confie à ses quatre Centres d'éducation des adultes la responsabilité de la formation en alphabétisation. Bon an mal an, ce sont environ 300 personnes qui s'inscrivent et qui suivent une formation en alphabétisation. «*On aimerait bien d'ailleurs en accueillir davantage et on fait des efforts en ce sens. Nous sommes conscients que nous n'arrivons pas à rejoindre tous ceux qui, parmi notre clientèle, en auraient besoin.*» Rappelons que la CSMB dessert principalement l'ouest de l'île de Montréal ainsi que certains arron-

dissements centraux.

De plus, la clientèle inscrite en alphabétisation a grandement évolué. «*Maintenant, les trois quarts des personnes inscrites en alphabétisation sont des personnes immigrantes qui parlent le français mais qui éprouvent des difficultés avec la lecture et l'écriture. Et c'est une clientèle qui, depuis quelques années, a tendance à augmenter. Présentement, seulement un quart des personnes inscrites en alphabétisation sont des personnes nées au Québec qui, pour toutes sortes de raisons, n'ont pas réussi à maîtriser la lecture et l'écriture.*» La moyenne d'âge se situe entre 35 et 40 ans.

Et le taux de réussite? «*Il n'y a pas de diplôme à la fin de la formation en alphabétisation. Il faut comprendre que, pour plusieurs personnes inscrites, il s'agit d'une démarche personnelle qui vise l'atteinte d'un objectif personnel. Lorsque cet objectif est atteint, la personne considère qu'elle a réussi. Pour d'autres, c'est une étape obligatoire avant d'entreprendre un parcours scolaire. Ces derniers sont ensuite dirigés vers l'éducation des adultes.*»

Collaborateur
Le DevoirJournée internationale
de
l'alphabétisation
le 8 septembre

Source: Unesco 2013

Émission spéciale sur
l'alphabétisation

MERCREDI 11 SEPTEMBRE

À 13 H

en collaboration avec



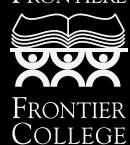
Icea

Institut de coopération
pour l'éducation des adultesPOUR
un Québec
apprenant

www.icea.qc.ca

f /icea.reseau

@icea_

COLLÈGE
FRONTIÈRE

COLLÈGE FRONTIÈRE

DEPUIS PLUS DE 100 ANS AU QUÉBEC

DES CAMPS DE BÛCHERONS AUX CAMPS D'ÉTÉ

Au Québec depuis 1912, notre action vise le développement des compétences en littératie et la création d'occasions d'apprentissage destinées aux enfants et aux adultes dans des milieux de travail, des organismes d'insertion, des communautés autochtones et au sein de clubs d'aide aux devoirs et de cercles de lecture situés dans des quartiers marginalisés.

Faites partie de la solution ! Devenez bénévole
ou faites un don dès aujourd'hui !

www.collegefrontiere.ca

ALPHABÉTISATION



ANNIK MH DE CARUFEL LE DEVOIR

L'enquête internationale sur la littératie restreint sa population cible aux personnes âgées de 16 à 65 ans, laissant de côté les 66 ans et plus, un groupe dont beaucoup de personnes éprouvent des difficultés en lecture et en écriture.

PROGRAMME D'ÉVALUATION

Les aînés exclus de l'enquête sur les compétences des adultes

Ce groupe d'âge est historiquement reconnu comme le plus faible en littératie

Toutes les personnes actives de près ou de loin dans la lutte contre l'analphabétisme attendent avec impatience les résultats du Programme d'évaluation des compétences des adultes (PEICA), qui seront dévoilés le 8 octobre prochain. Cette étude, dont les chiffres serviront de références durant la prochaine décennie, laisse toutefois de côté une tranche de la population particulièrement touchée par le phénomène: les personnes âgées.

ÉTIENNE
PLAMONDON ÉMOND

Une grand-mère s'est inscrite à un cours d'alphabétisation. Son rêve: pouvoir lire des histoires à ses petits-enfants. Solange Tougas, coordonnatrice du Groupe populaire Déclit, raconte l'anecdote à l'autre bout du fil. Elle connaît cette clientèle, puisqu'elle estime que près du quart des participants aux ateliers d'alphabétisation populaire de Berthierville et de Saint-Gabriel-de-Brandon sont des personnes âgées. Or cette touchante démarche, qu'elle a observée plus d'une fois chez des grands-parents, n'apparaît pas dans les statistiques.

Le Programme d'évaluation des compétences des adultes (PEICA), cette enquête internationale sur la littératie qui servira de point d'ancrage à l'analyse du phénomène de l'analphabétisme durant les dix prochaines années, restreint sa population cible aux personnes âgées de 16 à 65 ans. Une méthodologie qui ne plaît pas à M^{me} Tougas. «Je trouve que ça fausse le portrait, critique-t-elle, en insistant sur le fait que, chez les personnes de 66 ans ou plus, il y a une partie significative de ces personnes qui ont des difficultés» en lecture et en écriture. En effet, les études et analyses tendent à démontrer que la capacité de lire et de décoder s'amenuise avec l'âge si elle n'est pas pratiquée ou utilisée fréquemment.

Il y a 10 ans

Pourtant, lors de l'Enquête internationale sur l'alphabétisation et les compétences des adultes (EIACA) effectuée il y a 10 ans, Statistique Canada, qui coordonnait alors l'enquête internationale, avait inclus toutes les personnes de 16 ans ou plus dans le volet canadien de l'étude. L'EIACA avait d'ailleurs démontré que le score moyen en compréhension de textes suivis était plus faible chez les 66 ans ou plus que dans toute autre catégorie d'âge, comme le rapportait un résumé de l'Institut de la statistique du Québec (ISQ).

Selon un autre document de l'ISQ publié en 2012, les résultats de l'EIACA révélaient que 94,7% des gens âgés de 66 ans ou plus, au Québec, présentaient des compétences infé-

rieures au niveau 3 sur l'échelle de littératie en santé. Or ce niveau est considéré comme le seuil de compétence souhaitable pour suivre le rythme des changements dans la société actuelle.

L'exception canadienne

Pour le PEICA, dont les résultats seront dévoilés le 8 octobre prochain, Statistique Canada s'est retiré de la gestion internationale de l'enquête, laissant sa place à une plus grande collaboration entre les pays sous l'égide de l'OCDE. C'est en partie ce qui explique la décision de ne pas enquêter sur cette tranche d'âge, même si le Canada possède le plus important échantillon, avec près de 27 000 répondants.

«La population cible à l'échelle internationale, c'est entre 16 et 65 ans. Ce l'était aussi en 2003. Cette fois-ci, le volet international était très important pour le Canada. Donc, on voulait rester avec la population cible choisie par le consortium international, explique Sylvie Grenier, chef de la section des projets et des enquêtes internationales sur la littératie des adultes à Statistique Canada, lors d'une entrevue téléphonique avec *Le Devoir*. Si on avait décidé d'y aller avec les 66 ans ou plus, on aurait pu le faire, mais on n'aurait pas pu se comparer avec les autres pays pour cette population. C'était plus un choix de dire, cette fois-ci, qu'on s'intéressait à la population active.»

En contrepartie, l'enquête canadienne s'est penchée sur un plus vaste échantillon d'autochtones que lors des enquêtes de 2003 et de 1994. Elle a aussi davantage ciblé les immigrants récemment arrivés au pays. Cette dernière démarche s'explique en partie par le fait que l'un des bailleurs de fonds de l'enquête est Citoyenneté et immigration Canada, intéressé par les informations que pourront lui fournir les données colligées. «Statistique Canada, ce sont nous qui administrons l'enquête, mais c'est une enquête à coût recouvrable», rappelle Sylvie Grenier.

Les deux principaux clients derrière le financement de l'enquête de Statistique Canada sont d'ailleurs le Conseil des ministres de l'Éducation du Canada (CMEC) et Ressources humaines et dévelop-

pement des compétences Canada (RHDCC).

Triste exclusion

Autre nouveauté: cette nouvelle mouture de l'enquête évalue la résolution de problèmes dans un environnement riche en technologie. Raison de plus, pour Solange Tougas, de se désoler de l'absence des 66 ans ou plus dans l'enquête. «Il aurait été intéressant d'avoir ces données-là. Les nouvelles technologies font en sorte que ça accentue les difficultés. Les défis sont plus grands, parce que, lorsqu'on est plus vieux, le rythme d'apprentissage est différent. Comprendre de nouvelles choses avec lesquelles on n'a pas eu à traiter tout le long de sa vie, ça ajoute à la complexité.»

Même si le Regroupement des groupes populaires en alphabétisation du Québec (RGPAQ) attend avec impa-

tience les conclusions de cette enquête, il déplore aussi l'exclusion des 66 ans ou plus. «Ils sont encore des citoyens, des parents, des gens qui ont une communication avec le milieu de la santé. Et si on fait les liens avec le système de santé, ce sont eux qui l'utilisent le plus», lance Caroline Meunier, responsable du développement d'analyses et de stratégies au RGPAQ.

Solange Tougas, quant à elle, croit que l'enquête «envoie [aux 66 ans ou plus] le message que ce n'est pas grave s'ils ne savent pas lire, parce qu'ils sont sur le point de mourir et qu'on ne mettra pas d'énergie dans eux». Un paradoxe regrettable, souligne-t-elle, alors que le gouvernement fédéral repousse la retraite jusqu'à 67 ans et qu'on tente de maintenir les aînés le plus longtemps possible sur le marché du travail.

Nouvelles règles fédérales

Il faut dire que cette enquête, concentrée cette fois-ci sur la population active, tombe à un moment où les nouvelles règles d'Ottawa, en ce qui concerne le financement des projets d'alphabétisation, provoquent la grogne. «Si ce n'est pas dans l'objectif d'améliorer les compétences essentielles pour que les gens puissent retourner ou se maintenir au travail, ils n'y voient pas la pertinence», reproche Caroline Meunier. Une approche qui, à son avis, met de côté la question de la prévention et du rôle de l'entourage des jeunes lors de leur apprentissage.

Même le RGPAQ se serre en ce moment la ceinture et réduit son personnel, après avoir récemment renoncé au financement qui lui était alloué par le Bureau de l'alphabétisation et des compétences essen-

tielles (BACE). «Les nouvelles orientations qu'Ottawa donnait à ses programmes de financement nous éloignaient de notre mission et on aurait fini par perdre notre identité», explique M^{me} Meunier.

«On veut rester fidèle à nos préoccupations par rapport à la défense des droits des adultes à la formation, à une vision large de la situation et à des pratiques qui correspondent à cette vision. À un moment donné, on nous demandait de seulement agir sur la question de l'emploi. C'est une dimension importante, mais ce n'est pas la seule», souligne-t-elle.

Une vision, en somme, qui accorde de l'importance aux grands-parents désirant lire des histoires à leurs petits-enfants.

Collaborateur
Le Devoir

ALPHABÉTISATION

LUTTE CONTRE L'ANALPHABÉTISME

Une action concertée des divers acteurs sociaux s'impose

« On remarque une sous-utilisation des ressources offertes en alphabétisation »

Les écoles et les centres de formation des adultes ont des rôles très importants à jouer pour lutter contre l'analphabétisme, mais l'équipe de l'Institut de coopération pour l'éducation des adultes (ICEA) croit que les différents ministères et acteurs sociaux doivent mettre la main à la pâte pour relever ce défi majeur, ce qui est nécessaire pour la poursuite du développement de la société québécoise.

MARTINE LETARTE

Les milieux de la santé, de la culture, de l'environnement: tous doivent multiplier les efforts pour développer une véritable culture de la formation au Québec. C'est ainsi, d'après Ronald Cameron, directeur général de l'ICEA, que le Québec pourra lutter efficacement contre l'analphabétisme et permettre à tous de continuer à apprendre. « Il faut un plan structuré qui fera intervenir différentes instances gouvernementales dans le but de valoriser l'apprentissage », affirme-t-il.

Le ministère de la Santé pourrait par exemple présenter des interventions pédagogiques dans différents milieux pour permettre aux gens de comprendre certaines réalités. Il pense aussi à des activités d'animation dans les quartiers, dans les musées, en entreprise et dans les groupes actifs en employabilité. « L'alphabétisation n'est pas seulement une question de comprendre la langue, mais aussi de comprendre son entourage », remarque Ronald Cameron. Cela inclut toute la formation de base des individus. »

Rejoindre les différentes populations

Pourquoi ne pas simplement miser sur le ministère de l'Éducation? « Ses efforts sont très importants pour lutter contre l'analphabétisme, mais, pour mieux réussir, il ne suffit

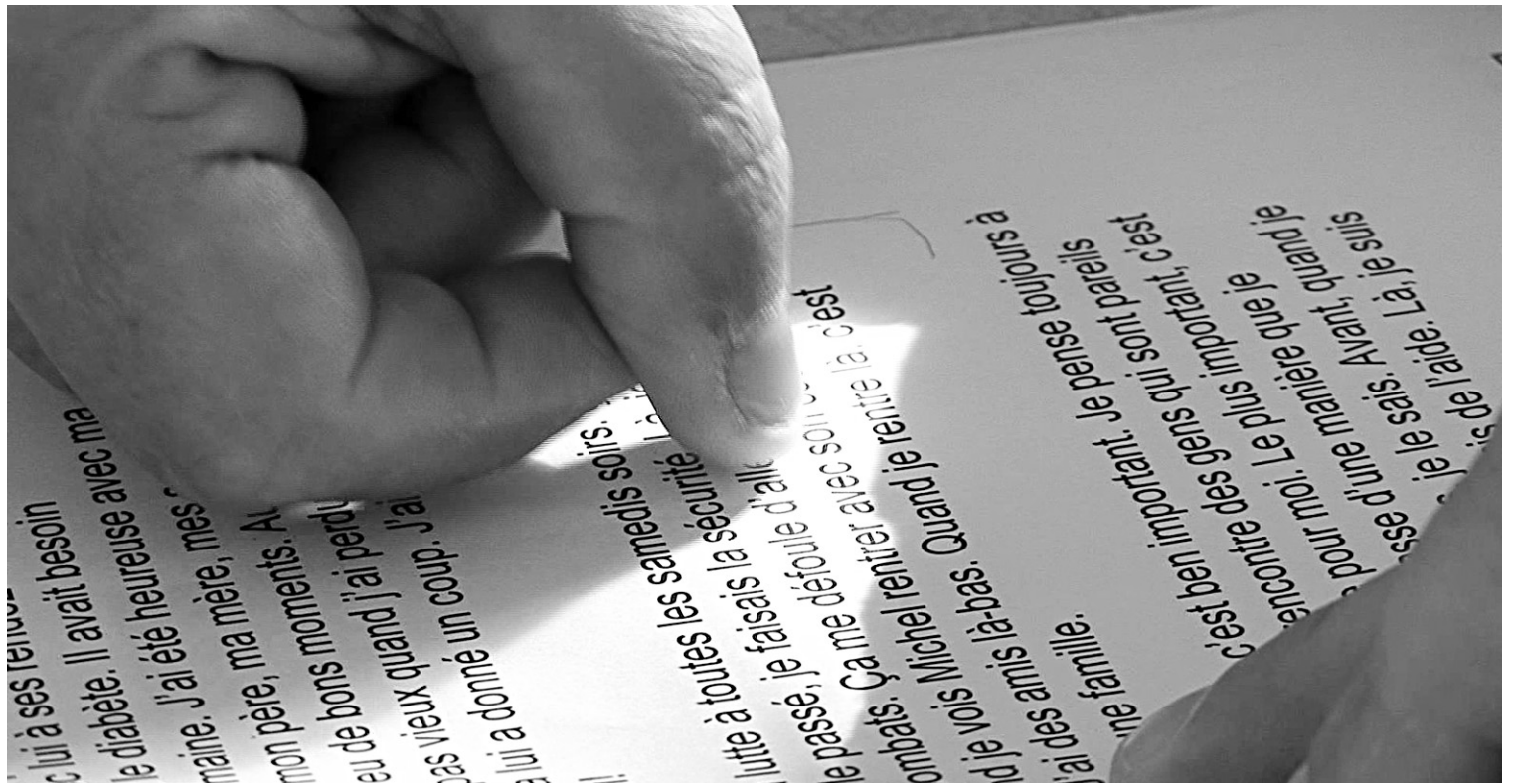
pas de lui accorder un plus gros budget pour offrir davantage de cours, affirme M. Cameron. D'ailleurs, on remarque une sous-utilisation des ressources offertes en alphabétisation. »

Après avoir participé à une recherche de l'Université de Montréal effectuée dans les PME l'an dernier, l'ICEA a vu qu'il est nécessaire de prendre différents moyens pour rejoindre les populations. « Dans les entreprises, par exemple, les gens qui ont les plus grands problèmes d'analphabétisme ne participent pas aux activités de formation parce qu'ils ne veulent pas passer pour des cancracs », explique M. Cameron.

L'ICEA milite pour que tous les acteurs sociaux reconnaissent le problème et valorisent l'apprentissage. « Nous considérons l'alphabétisation comme un levier pour l'apprentissage en général; c'est essentiel pour le développement des capacités et la création d'une culture dynamique de formation », affirme Ronald Cameron.

Apprendre et désapprendre

On attend cet automne de nouvelles statistiques de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) sur les niveaux de littératie des populations des différents pays. « Les données les plus récentes datent de 2003 et l'Institut de la statistique du Québec avait réalisé



SOURCE TÉLÉ-QUÉBEC

Le problème de plusieurs personnes est qu'elles arrivent à lire, mais qu'elles n'arrivent pas à comprendre ce qu'elles lisent.

par la suite une analyse qui avait fait grand bruit, indique M. Cameron. Elle précisait que près de la moitié des gens âgés de 16 à 65 ans au Québec n'avaient pas les compétences nécessaires en lecture pour fonctionner dans la société. J'ai entendu à travers les branches que nous risquons de nous retrouver, avec les nouvelles données, sensiblement à la même place que celle où nous étions. »

Toutefois, le Canada est réputé avoir un très haut taux d'alphabétisation. « D'après le Programme des Nations unies pour le développement, le Canada a un taux d'alphabétisation de 99% chez les gens âgés de 15 ans ou plus, précise Ronald Cameron. Le problème de

plusieurs de ces personnes en difficulté est qu'elles arrivent à lire, mais qu'elles n'arrivent pas à comprendre ce qu'elles lisent. On ne sera pas étonné, dans ce contexte, que la réussite d'un programme de formation soit menacée pour plusieurs, tout comme l'intérêt pour la formation continue et les chances de progresser en emploi et d'évoluer avec les nouvelles technologies. »

Le directeur général de l'ICEA s'inquiète aussi de voir certains adultes perdre leurs capacités de lecture. « Il y a une érosion des capacités 10 ou 15 ans après la scolarisation, déplore-t-il. Il faut trouver des façons de garder les personnes alertes pour qu'elles soient toujours intéressées à la chose poli-

tique, à la vie démocratique. La société devient de plus en plus complexe. Il faut amener les gens à continuer à développer leurs capacités par différents moyens, à acquérir une culture de la curiosité. »

Pour un plan d'action

L'ICEA a réussi à créer un certain consensus en matière d'alphabétisation le printemps dernier, lors des 24 heures pour un Québec apprenant. L'événement avait réuni 250 personnes provenant entre autres des milieux scolaire, communautaire et syndical.

« Tout en reconnaissant le rôle crucial joué par le ministère de l'Éducation, plusieurs réseaux réunis s'entendaient

pour dire que le gouvernement devait reconnaître cette vision globale de la problématique et se doter d'un plan interministériel intégrant plusieurs acteurs de la société », affirme Ronald Cameron.

Il croit que la société québécoise est mûre pour le développement d'un grand chantier en matière d'alphabétisation.

« Comme nous avons mené la réforme du système scolaire dans les années 60, il faut maintenant agir en alphabétisation, croit M. Cameron. C'est la porte d'entrée pour qu'une population puisse exercer son droit d'apprendre tout au long de sa vie. »

Collaboratrice
Le Devoir

FÉDÉRATION DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES DU QUÉBEC

Priorité à la francisation en milieu de travail

Il y a de ces gens qui atterrissent en terre québécoise dans une situation précaire sur le plan des compétences de base, pendant que d'autres nouveaux arrivants ne parviennent à peu près pas à s'exprimer en français. La grande majorité de ces personnes occupent un emploi dans le domaine des services, là où la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ) les accompagne dans leurs apprentissages.

RÉGINALD HARVEY

Vice-présidente de la FTQ, Louise Mercier coordonne de plus les activités de l'Union des employés de service (UES), section locale 800, un syndicat affilié à cette centrale syndicale; ses quelque 20000 membres s'activent notamment dans les secteurs du vêtement et de l'hôtellerie. Qu'en est-il, selon elle, de l'alphabétisation en milieu de travail en 2013? Sa réponse traduit un certain pessimisme: « Je dirais que, de 1 à 10, j'attribuerais une note de 3 relativement à la situation. »

Elle invite à poser ce regard sur la problématique rencontrée: « Il faut prendre cette alphabétisation dans un sens large en quelque sorte, parce que notre projet syndical consiste à franciser ces milieux-là. On insiste beaucoup sur la formation de base dans le sens de toutes les compétences en cause, mais particulièrement

de celles que les gens peuvent posséder en français pour garder leur emploi et pour se comparer entre eux. » La preuve en est que ce syndicat, qui œuvre dans le secteur privé, organise des classes de français depuis plus de 10 ans: « On le fait tant dans le domaine du vêtement que dans celui de l'entretien ménager, qui sont les deux gros pôles où se retrouvent les personnes immigrantes qui sont souvent analphabètes dans leur propre langue. »

Elle ouvre cette parenthèse: « Plusieurs n'ont pas beaucoup de scolarité, si on excepte les Latinos, qui, dans bien des cas, en possèdent davantage; je travaille à franciser des milieux où les gens apprennent à lire et à écrire en français: souvent ces personnes sont des médecins, des ingénieurs ou des journalistes, mais elles n'ont aucune compétence en lecture ou en écriture du français. » Elle émet cette opinion à la suite de ce constat: « Si, dans les syn-

dicats affiliés à la FTQ, on n'avait pas ce souci-là de les épauler en français, je peux assurer, à mon humble avis, qu'il n'y aurait pas beaucoup de francisation dans les milieux de travail. » Il est difficile pour les employeurs d'organiser des classes pour ces travailleurs, qui fréquemment bossent en dehors de leurs locaux et qui possèdent un horaire atypique.

Sur le plan politique, la vice-présidente considère que les gouvernements ont fait des gestes concrets pour assurer un certain degré de francisation aux nouveaux arrivants, tout en posant ce constat laconique: « Ce qu'ils offrent ne comble pas les besoins en situation de travail; la formation n'est pas nécessairement actualisée selon le travail requis pour ces gens, qui forment parfois de gros groupes. »

La recette de la FTQ pour la réussite dans ce genre d'apprentissage est la suivante: « On travaille depuis près de 10 ans avec un organisme communautaire qui s'appelle Formation de base de

la main-d'œuvre; il répond aux véritables besoins liés aux milieux de travail. »

Et même si les employeurs se trouvent la plupart du

« La formation de base qu'on peut offrir à quelqu'un, cela dépasse la langue et c'est vraiment l'acquisition de compétences en lecture, en écriture, etc. On est très conscient qu'il faut faire plus que d'apprendre à parler le français. »

temps dans une position hors normes pour favoriser l'accès de leurs employés au savoir en français, elle se félicite de l'engagement de certains: « Pour plusieurs, il ne s'agit pas de leur priorité, mais, pour être très honnête, je fais affaire avec huit entreprises dans le secteur de l'entretien ménager qui libèrent leurs employés et qui collaborent très bien avec nous; on a mis un an et demi, il y a 10 ans, à les convaincre du bien-fondé de le faire. »

Elle souligne encore que le syndicat arrive à s'acquitter de sa tâche en vertu des subventions de plus d'un million de dollars qu'il reçoit de l'appareil gouvernemental provincial.

Encore faut-il savoir que ces efforts de francisation, financiers et autres, s'appliquent seulement aux secteurs du vêtement et de l'entretien ménager: « On ne couvre pas les autres secteurs où il y a aussi

beaucoup d'immigrants, comme ceux des résidences pour personnes âgées, des préposés aux bénéficiaires ou d'autres. On a choisi de s'attaquer au domaine de l'entretien ménager parce que, sur 10000 salariés, on peut estimer qu'il doit y avoir là 75% des personnes qui ne parlent pas le français; c'est beaucoup si on considère que presque la moitié de nos membres qui s'activent dans ce secteur ne sont pas fonctionnels en français. »

Et elle passe cette remarque: « Du côté gouvernemental, il y a une belle préoccupation pour les professionnels, pour les gens qui rentrent au pays et qui ont une certaine compétence, mais il n'y a pas que ces personnes qui entrent au pays. »

Dans un monde idéal...

Louise Mercier se risque à exprimer une opinion personnelle, au sujet des nouveaux arrivants, en matière de compétences de base: « Ils arrivent dans un pays qui s'appelle le Canada, mais on les reçoit au Québec; ils possèdent, pour plusieurs, une bonne connaissance de l'anglais mais pas du français; ils ont à faire face à une autre réalité. »

Au-delà de cette considération, elle se livre à cet énoncé: « La formation de base qu'on peut offrir à quelqu'un, cela dépasse la langue et c'est vraiment l'acquisition de compétences en

lecture, en écriture, etc. On est très conscient qu'il faut faire plus que d'apprendre à parler le français. » Et elle reconnaît que, dans un pays comme le nôtre, la problématique d'alphabétisation passe aussi par celle de l'immigration: « Tout à fait. Quand on se retrouve avec des gens qui étaient analphabètes dans leur propre pays, parce qu'il y en a, que fait-on avec eux? On veut leur montrer le français, mais comment récupérer tout ce qui s'est passé à l'origine? »

Et, pour conclure sur une note plus optimiste, elle tient à rapporter un fait vécu qui incite son syndicat à poursuivre dans la même voie: « Un monsieur brillant, vétérinaire de profession, ne parlait pas du tout le français à son arrivée ici, il y a quatre ou cinq ans; il travaillait dans l'entretien ménager. Il a appris cette langue avec notre appui et il vient de me faire parvenir une copie du diplôme de vétérinaire qu'il a reçu récemment. Il tenait à nous remercier. »

« Ce sont là de belles histoires qui ne sont pas connues. Et on comprendra que, si cette personne s'en était tenue à un programme gouvernemental ou à une formation que l'employeur aurait dû lui offrir, elle ne serait pas devenue vétérinaire aujourd'hui », enchaîne-t-elle.

Collaborateur
Le Devoir

L'avenir commence maintenant.

education-des-adultes.ca

DE L'ALPHABÉTISATION À LA DIPLOMATION.

LES CENTRES D'ÉDUCATION DES ADULTES DE LA COMMISSION SCOLAIRE MARGUERITE-BOURGEOYS

Lieux d'apprentissage tout autant que milieux de vie et tremplins d'intégration, les centres d'éducation des adultes offrent des classes d'alphabétisation à partir desquelles les élèves adultes peuvent cheminer jusqu'à l'obtention d'un diplôme d'études secondaires ou professionnelles.

COMMISSION SCOLAIRE MARGUERITE-BOURGEOYS

Centre d'éducation des adultes Champlain (Verdun) 514 765.8444

Centre d'éducation des adultes de LaSalle (LaSalle) 514 595.2041

Centre d'éducation des adultes Jeanne-Sauvé (Pierrefonds) 514 855.4195

Centre d'éducation des adultes Outremont (Outremont) 514 273.3353



ALPHABÉTISATION

ALPHA BELLECHASSE

Une bande dessinée pour mieux comprendre l'analphabétisme

Avec *Les maux silencieux*, le bédéiste Mathieu Lampron dresse un portrait tout en nuances des problèmes d'analphabétisme au Québec, tant en régions rurales qu'en milieu urbain. Une bande dessinée documentaire qu'il n'hésite pas non plus à agrémenter d'histoires personnelles. Un travail commandité par le groupe populaire en alphabétisation Alpha Bellechasse, qui fête cette année ses 10 ans d'existence sur le terrain.

HÉLÈNE ROULOT-GANZMANN

Ce n'est jamais très facile pour un artiste de s'épanouir dans un travail institutionnel. Et pourtant, cette fois, le résultat est réellement à la hauteur.

À l'occasion des 10 ans d'Alpha Bellechasse, l'association souhaitait frapper fort : offrir un produit qui reste et qui marque les esprits. C'est là que la rencontre avec le bédéiste Mathieu Lampron se fait et que l'idée de réaliser une bande dessinée sur le problème de l'analphabétisme prend vie.

« J'ai eu toute liberté, explique le jeune artiste. Ça faisait longtemps que je voulais faire une œuvre documentaire, partir d'une véritable enquête. L'occasion était idéale. J'avais un mois de congé en mai entre deux contrats. J'en ai profité pour partir avec les éducateurs sur les routes de la région de Bellechasse. Ça m'a permis de m'imprégner des problématiques. Et ici, à Montréal, je suis allé régulièrement suivre les ateliers de lecture de l'association La Jarnigoine et je me suis entretenu avec quelques-uns des animateurs. »

Roman graphique

Alpha Bellechasse s'attendait à un format plus traditionnel, une bande dessinée plus enfantine. Mais, une fois n'est pas coutume, l'association a fait confiance à l'artiste et de cette latitude est né un roman graphique très agréable à lire, tout en douceur et en émotion, grâce auquel le lecteur apprend beaucoup de choses.

« Qui sait qu'une personne sur deux au Québec se situe aux niveaux 1 ou 2 de l'échelle de l'analphabétisme, c'est-à-dire incapable de lire, d'écrire, ni même de comprendre un texte? demande Mathieu Lampron. Près de 800 000 Québécois sont au niveau 1. Ceux-là, les enjeux qui leur échappent sont spectaculaires! Pensez qu'ils sont incapables de comprendre ce que

leur dit le médecin et de lire la posologie d'un médicament... »

Taux préoccupants

Dans la MRC de Bellechasse, dans vingt municipalités rurales et semi-urbaines situées au sud-est de Lévis, ce sont même 63% des 16-65 ans qu'on retrouve parmi les niveaux 1 ou 2. Presque deux personnes sur trois. Au sud de la circonscription, où les taux de dévitalisation économique et de pauvreté explosent, les chiffres sont encore plus dramatiques.

« C'est un mythe que cela ne concerne que les personnes âgées, explique Céline Laflamme, coordonnatrice d'Alpha Bellechasse. Si on ne prenait que les plus de 66 ans, oui, les taux seraient encore plus saisissants. Mais la situation est préoccupante aussi chez les jeunes adultes. »

Situation préoccupante et maux silencieux, d'où le nom de la bande dessinée, car le phénomène, aussi étendu soit-il, reste très tabou, donc complexe à traiter.

« Aujourd'hui, une personne analphabète est consciente de l'être et sait les problèmes que ça lui pose au quotidien, estime Céline Laflamme. On entend de plus en plus parler, on le retrouve même dans des films, comme Louis Cyr, l'homme le plus fort du monde, récemment. Mais notre territoire est vaste, à Bellechasse. Rejoindre tout le monde est compliqué. Nous faire connaître de tous est compliqué, d'autant plus que nos budgets et nos subventions n'augmentent plus depuis plusieurs années et que le fédéral s'est retiré de nos programmes. Nous fonctionnons beaucoup par bouche à oreille. »

Rejoindre le milieu

Il faut aussi souvent contourner le tabou pour atteindre les victimes. Depuis quelques années, Alpha Bellechasse donne notamment des cours d'introduction à l'informatique.

« On se rend alors compte que les personnes qui sont aujourd'hui incapables d'utiliser un ordinateur sont aussi celles qui ont des difficultés de lecture, raconte Céline Laflamme. Elles sont venues à nous pour obtenir des cours de base en informatique, souvent parce que leurs enfants ou petits-enfants sont partis en ville chercher du travail et qu'elles voudraient communiquer avec eux, et, par ce biais-là, nous arrivons à les faire entrer dans nos programmes d'alphabétisation. »

L'isolement et l'exclusion sociale font partie des conséquences de l'analphabétisme. La pauvreté également, car les personnes analphabètes qui perdent leur emploi ont aujourd'hui de la difficulté à en retrouver un autre. De graves problèmes de santé peuvent également survenir en raison de l'incompréhension des directives médicales. Sans compter la faible estime de soi. Mais toutes ces conséquences peuvent également être des causes. Tout comme le déficit d'apprentissage et le décrochage scolaire.

Nécessaire francisation

« Depuis 2008, nous avons une autre problématique sur le territoire de Bellechasse, celle de l'immigration, explique Céline Laflamme. Parce qu'une entreprise s'est mise à embaucher et que ça attire beaucoup d'étrangers. Certains d'entre eux ne comprennent pas le français, nous avons donc développé des programmes de francisation. Mais d'autres, notamment les Haïtiens, le comprennent à l'oral, le parlent, parfois difficilement, mais ils ne le lisent pas et ne l'écrivent pas. »

Pour ceux-là, il faut adapter les cours et intégrer des notions de culture québécoise pour s'intégrer dans la société. Alpha Bellechasse travaille également avec les élèves en difficulté, ceux qui ont des parents analphabètes, afin de prévenir le problème, ceux qui sont temporairement mis à la porte d'une école, pour ne pas qu'ils rompent totalement et qu'ils décrochent. En plus des leçons d'alphabétisation, l'association donne souvent du soutien aux devoirs.

« Maux silencieux »

Tout cela, Mathieu Lampron l'explique très bien avec *Les maux silencieux*. Une bande

dessinée qui se veut également personnelle puisque l'auteur n'a pas hésité à intégrer sa propre histoire, ses propres questionnements, ses propres doutes.

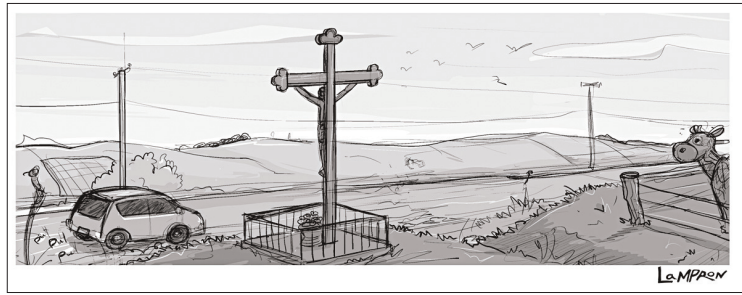
« Ceux qui vivent en milieu favorisé ont toujours l'impression que l'analphabétisme, c'est ailleurs, estime-t-il. J'évoque les problèmes que ma petite fille peut rencontrer parce que, en réalisant cette bande dessinée, je me suis posé des questions. Si elle avait eu d'autres parents, si sa réalité sociale avait été différente, est-ce que les conséquences l'auraient également été? Aujourd'hui, j'ai l'intuition que oui. Bien sûr, il y a le système scolaire, qui a de moins en moins tendance à exclure les élèves en difficulté d'apprentissage. Mais il y a aussi la cellule familiale et l'environnement de l'enfant. »

Les visiteurs du deuxième salon de l'alphabétisation de Bellechasse, organisé par Alpha Bellechasse cette fin de semaine, auront la primeur de cette bande dessinée, dont tous les bénéfices des ventes serviront à soutenir les différents programmes de l'association. Pour la suite, les démarches sont encore en cours pour une sortie en librairie.

Le deuxième Salon de l'alphabétisation de Bellechasse se déroule les 7 et 8 septembre au Centre communautaire de Beaumont. Programmation complète : <http://bellechasse.alphabetisation.ca>.

Collaboratrice
Le Devoir

Avant de créer *Les maux silencieux*, le bédéiste Mathieu Lampron a accompagné les éducateurs de la région de Bellechasse et est allé suivre des ateliers de lecture pour s'imprégner des problématiques entourant l'analphabétisme. En haut et en bas, des extraits tirés de sa bande dessinée.



« JE VIENS DE PERDRE L'EMPLOI QUE J'AVAIS DEPUIS 23 ANS. VU QUE J'AI PAS D'INSTRUCTION, ÇA VA ÊTRE DUR D'EN TROUVER UN AUTRE. »

- Paul, 45 ans

Info alpha
1 800 361-9142

Depuis sa création, en 1990, la ligne Info-Alpha a aidé 65 000 personnes qui, comme Paul, ont fait le choix de retourner en formation.

Info-Alpha est un service téléphonique sans frais et confidentiel qui offre aide et écoute aux personnes analphabètes et à toute personne souhaitant avoir accès à la formation de base en lecture et en écriture.

Un service de la Fondation pour l'alphabétisation
Des mots d'espoir

AIDEZ-NOUS À LES AIDER, FAITES UN DON
fondationalphabetisation.org/donnez
1 800 361-9142

Encore trop d'adultes québécois ont de grandes difficultés avec la lecture et l'écriture...

À quand une stratégie nationale de lutte contre l'analphabétisme au Québec?

URGENT
Dossier
ET PRIORITAIRE

ENSEMBLE CONTRE L'ANALPHABÉTISME
ensemble.rgpaq.qc.ca

Regroupement des groupes populaires en alphabétisation du Québec



ALPHABÉTISATION

COLLÈGE FRONTIÈRE

Des camps de littératie remportent un vif succès chez les Cris

« Un enfant qui lit cinq livres au cours de l'été préservera ses acquis de l'année scolaire précédente »

Grâce à Collège Frontière, 450 enfants des nations crie du Québec ont maintenu, voire amélioré, leurs compétences en lecture et en écriture au cours de l'été.

MARIE LAMBERT-CHAN

Certains élèves qui reprennent le chemin de l'école en septembre s'avèrent moins habiles en lecture et en écriture qu'ils ne l'étaient avant les vacances. C'est ce qu'on appelle la perte estivale des acquis. Elle survient surtout chez les enfants de familles à faible revenu, où l'accès aux livres est plus difficile. La régression équivaut souvent à un mois d'enseignement, mais, parfois, elle peut atteindre pratiquement une année. Pour freiner ce recul, l'organisme d'alphabétisation Collège Frontière a mis sur pied des camps de jour de littératie destinés aux enfants âgés de 5 à 12 ans qui sont issus des neuf communautés crie du Québec, en collaboration avec leur commission scolaire.

Au cours de l'été, des animateurs recrutés au Sud et au Nord ont initié quelque 450 jeunes au plaisir de la lecture grâce à des dons importants de matériel de bricolage et de livres neufs — 300 par communauté — ainsi que des activités ludiques. Chant, musique, théâtre, activités sportives, excursions en forêt: tous les prétextes étaient bons pour inciter les participants à lire et à écrire. « Nous avons instauré une correspondance entre les enfants des différents camps. Ils ont adoré! Non seulement c'était un excellent exercice d'écriture, mais, en plus, cela leur permettait de communiquer avec d'autres cam-

peurs », illustre l'animatrice Marie-Michèle Bibeau, 25 ans, qui a œuvré à Waskaganish.

Le succès a été retentissant, selon Mélanie Valcin, gestionnaire de la section québécoise de Collège Frontière et responsable du projet. « Nos sondages indiquent que 92% des parents estiment que leurs enfants lisent davantage à la maison après avoir participé au camp et 90% des éducateurs constatent une amélioration de la maturité scolaire des participants », affirme-t-elle.

750 jeunes rejoints

Les enfants crie ne sont pas les seuls à avoir profité de cette initiative. Sept autres communautés — micmacs, atikamekw et abishnabes — ont aussi accueilli dans leur propre camp de jour des animateurs ayant reçu une formation en littératie. Chacune a bénéficié du même don de livres que les nations crie.

En tout, au Québec, ce sont donc plus de 750 jeunes autochtones qui ont maintenu, voire amélioré, leurs compétences en lecture et en écriture. « Des recherches ont démontré qu'un enfant qui lit cinq livres au cours de l'été préservera ses acquis de l'année scolaire précédente. Or nos campeurs ont lu beaucoup plus que cinq ouvrages! », déclare Mélanie Valcin.

Les camps ont atteint un autre objectif, celui de renforcer l'estime de soi des enfants. « Certains étaient très gênés de lire à voix haute devant le groupe, mais, à la fin de l'été,



COLLÈGE FRONTIÈRE

La participation à un camp de littératie donne souvent le goût de la lecture aux enfants, en plus d'augmenter leur estime de soi.

ils ne l'étaient plus. C'est un progrès significatif », rapporte Marie-Michèle Bibeau.

Des communautés engagées

Les premiers camps de littératie de Collège Frontière ont vu le jour chez cinq nations du Nord de l'Ontario, en 2005. Aujourd'hui, le projet est implanté dans 80 communautés à travers le pays et touche la vie de plus de 4000 enfants. Le se-

cret de cette réussite? La participation des communautés.

L'organisme d'alphabétisation est conscient que plusieurs membres des Premières Nations, toujours marqués par l'expérience des pensionnats autochtones, entretiennent une perception négative de l'éducation. « Selon de nombreuses études, l'engagement du parent ou du tuteur est le facteur qui aura le plus d'influence sur le succès scolaire de l'enfant. Des

générations d'autochtones ont beaucoup de mal à pleinement encourager et soutenir l'éducation formelle de leurs enfants et petits-enfants, en raison de legs historiques des pensionnats amérindiens », peut-on d'ailleurs lire dans un rapport rédigé en 2012 par Collège Frontière.

Insertion communautaire

C'est pourquoi l'organisme se fait un devoir d'intégrer les communautés dans son projet.

Par exemple, les aînés sont invités à raconter des légendes aux enfants ou à leur enseigner l'artisanat, les vertus des plantes et des techniques de trappe. Des figures importantes de la communauté mettent aussi la main à la pâte. « On peut demander au chef de police de venir lire une histoire aux jeunes. On donne ainsi le goût de la lecture par l'exemple », explique Mélanie Valcin.

Collège Frontière se veut respectueux des valeurs et des traditions des communautés participantes. « Les animateurs autochtones nous aident considérablement dans cette mission, constate M^{me} Valcin. Leur connaissance de la langue, des enfants et de la culture a permis à chaque équipe d'éducateurs de bâtir un programme propre à la réalité de la communauté où elle a travaillé. »

L'attention de l'organisme ne s'arrête pas là: parmi les livres donnés, on retrouve des ouvrages écrits dans la langue maternelle des enfants ou rédigés par des auteurs autochtones.

Au terme de l'été, la Commission scolaire crie et les nations qu'elle dessert semblaient toutes très satisfaites des résultats des camps de littératie, aux dires de Mélanie Valcin. A tel point que Collège Frontière a récemment amorcé un autre partenariat, cette fois avec l'Administration régionale crie, pour faire progresser les compétences en lecture et en écriture de travailleurs autochtones. « On espère que c'est le début d'une belle aventure avec les nations crie », souhaite la gestionnaire.

Collaboratrice
Le Devoir

ANALPHABÉTISME ET TRAVAIL

Il faut s'attaquer de front aux problèmes de littératie au Québec

Il est faux de croire que l'analphabétisme ne touche que des personnes sans emploi, rappelle Denise Boucher, vice-présidente de la Confédération des syndicats nationaux (CSN). Ce sont en effet 46% des Québécois âgés de 16 à 65 ans qui souffrent de problèmes de littératie et qui n'ont pas les compétences nécessaires pour décoder l'information permettant de fonctionner pleinement dans la société. Parmi ceux-ci, 800 000 Québécois sont considérés comme analphabètes, soit au plus bas niveau de l'échelle de compréhension des textes.

ASSIA KETTANI

Toutes les catégories d'âge et professionnelles sont ainsi touchées par le problème de l'analphabétisme. « Que ce soit dans le secteur industriel, la construction, l'alimentaire ou même le secteur de la santé, de nombreux travailleurs font un bon apprentissage, décrochent leur certificat de compétence, mais amorcent leur vie professionnelle avec des lacunes en formation de base », déplore Denise Boucher. Un faux départ qui les pénalise à plusieurs niveaux: une personne aux prises avec des problèmes de littératie risque premièrement de décrocher un emploi moins bien payé. Et, par la suite, elle sera incapable d'évoluer au sein de son travail ou encore de relever le défi de se trouver un meilleur emploi.

Mais, alors que les précédentes générations pouvaient plus facilement apprendre sur le tas et graver les échelons dans leur entreprise, où il y avait peu de mouvements de personnel, les travailleurs doivent aujourd'hui faire face à une évolution rapide des technologies et à un besoin constant de rester à la page. « Quand une entreprise change de méthode de travail ou renouvelle ses machines, il faut des connaissances pour s'adapter. Souvent, les travailleurs ayant des difficultés de littératie ne peuvent pas répondre à la tâche. »

Stagnation

Malgré l'urgence de faire évoluer la situation, les chiffres stagnent, déplore Denise Boucher: dix ans après la parution de l'Enquête internationale sur l'alphabétisation et les compétences des adultes, aucune évolution de taille n'a été constatée. Et, selon elle, il s'agit là d'un enjeu qui se pose à l'échelle de la société. « Le Québec

ne peut pas se permettre un tel taux de littératie s'il veut rester compétitif et performant sur le plan international. » Dans l'Enquête, le Québec se classait d'ailleurs devant les États-Unis et le Mexique, mais parmi les derniers du côté des provinces canadiennes et derrière les pays européens participants.

A l'image du Sommet sur l'enseignement supérieur, il faudrait, préconise-t-elle, un grand chantier national pour s'attaquer de front au problème de la littératie au Québec. « La crise postsecondaire touche une catégorie de jeunes, mais il y a d'autres défis à relever. Pour aller à l'université, il faut tout d'abord savoir lire, écrire et compter. Il faudrait un grand chantier national qui dépasse le postsecondaire et qui permette à tous les Québécois d'avoir une formation de base. »

Et la vraie base, indique-t-elle, se trouve du côté des déterminants sociaux. « Quand un enfant naît dans un milieu pauvre et défavorisé, la lecture n'est pas toujours la priorité. » Malheureusement, les coupes budgétaires ont des impacts négatifs sur l'apprentissage, notamment chez les plus jeunes. « Quand l'objectif du gouvernement est d'atteindre le déficit zéro, les organismes communautaires et les commissions scolaires en subissent les conséquences et se retrouvent confrontés à des difficultés énormes. » Ainsi, alors que les compressions gouvernementales totalisent 500 millions de dollars depuis deux ans, les services aux élèves écopent: « Les coupes se font dans des services essentiels, parmi les orthophonistes, les spécialistes et les professionnels qui encadrent les jeunes aux prises avec des problèmes d'apprentissage. Or, si on n'agit pas dès le début, on se retrouve avec des

adultes ayant des problèmes d'alphabétisation. »

Contre le décrochage scolaire

Le deuxième axe d'intervention de la CSN est le décrochage scolaire, qui fait l'objet d'actions ciblées sur l'ensemble du territoire du Québec. « La CSN a des conseils centraux qui soutiennent les initiatives régionales sur le décrochage. En Estrie, par exemple, de jeunes militants syndicaux font du parrainage pour aider et soutenir des élèves du secondaire. Il y a également du soutien aux organismes communautaires, des participations dans des partenariats régionaux pour valoriser l'école. » Malgré ces initiatives, la situation reste alarmante. « Les jeunes décrochent pour aller plus rapidement sur le marché du travail, mais, lorsqu'ils atteignent 35 ou 40 ans, ils se heurtent à un mur. Et ça coûte cher à l'État de rattraper le temps perdu. »

Les entreprises doivent aussi, selon Denise Boucher, en faire davantage pour relever les compétences de leurs salariés, à travers par exemple l'implantation de formations d'alphabétisation et de francisation dans les milieux de travail. Or « il y a peu de demandes des entreprises dans ces volets, déplore-t-elle. De nombreux employeurs privilégient la formation à la tâche ou alors destinent les formations en alphabétisation au personnel administratif plutôt qu'au personnel de soutien et à la main-d'œuvre. Pour ces employeurs, si un employé répond à la tâche, il n'y a aucun intérêt à investir du temps et de l'argent pour qu'il devienne un meilleur citoyen. Il risquerait d'aller chercher un meilleur emploi ailleurs. »

Et, pour évaluer les besoins de formation de base dans les milieux du travail, les syndicats doivent être partenaires, affirme-t-elle. « Ce n'est pas l'employeur qui doit déterminer les formations. Les syndicats voient quels sont les besoins dans les entreprises, ils connaissent les travailleurs et savent qui a des problèmes de littératie. » Pour cela, des comités paritaires, constitués à parts égales de représentants des salariés et des employeurs, doivent donc être



NATH B

La vice-présidente de la CSN, Denise Boucher, aimerait que soit mis en place un chantier pour s'attaquer aux problèmes de littératie au Québec.

implantés partout, surtout dans les entreprises de taille moyenne, où ils sont encore trop rares. Mais, « sans soutien, c'est impossible, estime-t-elle. Il faut que le gouvernement investisse des ressources pour que le Québec puisse relever la barre. Il faut aider les organismes communautaires et se donner des objectifs clairs, ciblés et valables pour réussir à faire baisser le taux d'analphabétisme dans la société. »

Collaboratrice
Le Devoir

800 000 Québécoises et Québécois ne peuvent déchiffrer ce message...

L'ALPHABÉTISATION
est un droit fondamental

La force vive en éducation

www.lafae.qc.ca